



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

55018
13
Distr.:
LIMITEE
E/ECA/TRADE/53
24 février 1987
FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE
Réunion du Groupe intergouvernemental
d'experts sur le commerce
Addis-Abeba (Ethiopie), 12-14 mars 1987

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE
Conférence des ministres africains du
commerce - Neuvième session
Addis-Abeba (Ethiopie), 19-21 mars 1987

CERTAINES QUESTIONS IMPORTANTES CONCERNANT LES RELATIONS
COMMERCIALES DE L'AFRIQUE

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u>	<u>Page</u>
CADRE GENERAL	1-5	1
CHAPITRE I		
LA CONTRIBUTION DU COMMERCE INTERIEUR ET INTRA-AFRICAIN A LA CROISSANCE ET AU DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE ...	6-18	3
I. COMMERCE INTERIEUR	6-10	3
II. COMMERCE INTRA-AFRICAIN	11-14	5
III. DECENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE COMMERCE INTERIEUR ET INTRA-AFRICAIN (1988-1998) ...	15-18	8
CHAPITRE II		
ETUDE DE MARCHES, INFORMATION ET PROMOTION COMMERCIALES	19-49	11
I. PRINCIPALES QUESTIONS	19-24	11
II. FACTEURS QUI ENTRAVENT LES EXPORTS DE L'AFRIQUE TENDANT A RENDRE LA COMMERCIALISATION ET LA PROMOTION COMMERCIALE PLUS EFFICACES	25-32	13
a) Fixation des coûts et des prix	26-27	13
b) Commercialisation, publicité et distribution	28-29	14
c) Promotion des ventes et services	30	14
d) Financement et système de paiements	31-32	14
III. LE ROLE DE LA FEDERATION DES CHAMBRES DE COMMERCE AFRICAINES DANS LA PROMOTION DU COMMERCE INTRA-AFRICAIN	33-34	15
a) Systèmes d'information commer- ciale	34-37	15
b) Financement du commerce intra- africain	38-39	16
c) Libéralisation des échanges	40-42	17

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphe</u>	<u>Page</u>
IV. LES ORGANISATIONS COMMERCIALES D'ETAT ...	43-44	18
V. PROPOSITIONS EN VUE DE L'ADOPTION DE MESURES ULTERIEURES	45-48	19
CHAPITRE III LES RELATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES DE L'AFRIQUE	49-63	21
I. PRINCIPAUX FAITS QUI PREOCCUPENT L'AFRIQUE	49-50	21
II. TENDANCES RECENTES DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'AFRIQUE	51-60	22
III. MESURES PROPOSEES EN VUE D'AMELIORER LES RELATIONS COMMERCIALES DE L'AFRIQUE	61-63	29
CHAPITRE IV L'INCIDENCE DES SOCIETES TRANSNATIONALES SUR LE COMMERCE INTERIEUR ET INTRA-AFRICAIN	64-69	30
I. QUESTIONS DE FOND	64-67	30
II. PROPOSITIONS EN VUE DE RENFORCER LA CONTRIBUTION DES STN A L'EXPANSION DU COMMERCE	68-69	31

CADRE GENERAL

1. Les relations commerciales de l'Afrique peuvent être examinées essentiellement à quatre niveaux : a) celui du commerce intérieur qui concerne les relations entre opérateurs commerciaux et consommateurs vivant dans différentes parties du même pays; b) celui du commerce intra-africain qui concerne les échanges entre deux ou plusieurs pays soit dans un cadre bilatéral, soit dans le cadre d'accords multilatéraux intéressant des groupements économiques et commerciaux sous-régionaux; c) au niveau des échanges Sud-Sud qui concerne le commerce entre l'Afrique et d'autres régions en développement d'Asie et du Pacifique-Sud, d'Amérique latine et des Caraïbes et de l'Asie occidentale (Moyen Orient); et d) au niveau des relations commerciales Nord-Sud entre l'Afrique et les pays industrialisés à économie de marché membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ainsi que les pays à économie planifiée d'Europe de l'Est. A chaque niveau, ces relations posent des problèmes spécifiques qui doivent être traités de façon à ce que le commerce devienne un vrai "moteur" de croissance.

2. Lors de l'analyse de ces relations, le facteur le plus important est de reconnaître que, pendant les cinq premières années 80, la majeure caractéristique de la situation économique intérieure, intra-africaine et internationale est la lenteur de la croissance. Ceci s'explique en partie par le fait que l'activité économique mondiale, en expansion pendant les années soixante et soixante-dix, est entrée dans une récession. Même lorsque l'économie s'est redressée, cette reprise a eu tendance à se répandre de façon plutôt inégale, sur le plan géographique, excluant virtuellement toute la région africaine. En fait, au niveau national, les relations commerciales et les structures du commerce intérieur ne sont pas conçues pour répondre efficacement aux tâches croissantes qu'appellent l'élimination de la pauvreté dans les zones rurales et la réalisation d'un développement plus équilibré. Aux niveaux sous-régional et régional, les relations commerciales se sont améliorées de façon significative depuis 1980. L'établissement d'une zone d'échanges préférentiels (ZEP) pour les Etats d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe et de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) sont une manifestation de l'amélioration des relations économiques et commerciales entre pays africains.

3. On ne peut pas en dire de même des relations économiques et commerciales internationales. L'Afrique a dans l'ensemble été incapable d'influer sensiblement sur l'environnement international en sa faveur, et ce malgré la signature de la troisième Convention de Lomé. De même, l'existence des accords internationaux sur les produits de base et du Fonds commun n'ont pas amélioré les recettes d'exportations de l'Afrique. Au contraire, la période 1980-86 peut être considérée comme la pire dans les relations commerciales de l'Afrique. Ce phénomène a été renforcé par la faiblesse des cours de la plupart des produits de base exportés par les pays africains. La combinaison de ces facteurs a été telle que la région n'a pas pu tirer profit de la reprise économique dans les pays développés. De plus, l'attitude générale de certains pays industrialisés envers les initiatives politiques des pays en développement, comme celle mentionnée dans la résolution déjà citée, semble aller à l'encontre de ce que l'on attend de l'interdépendance globale entre pays et régions ayant différents niveaux de développement économique.

4. On se rend mieux compte de la gravité de ces problèmes lorsque l'on examine les implications politiques de facteurs qui affectent les relations économiques et commerciales internationales dans un sens positif ou négatif à la lumière des politiques et stratégies requises pour assurer les transformations structurelles. Celles-ci ressortent du Plan d'action de Lagos et du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique 1986-1990 adoptés par les Chefs d'Etat et de gouvernement africains, deux documents très importants qui résument les principales aspirations de la région africaine. Ils ont été entérinés par la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la situation économique critique en Afrique, qui a adopté en juin 1986 le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement et le développement économique de l'Afrique 1986-1990.

5. L'objectif de ce présent document est d'examiner l'impact des relations commerciales sur le développement des pays africains et de proposer des mesures qui puissent être considérées pour adoption par les gouvernements de façon à favoriser la mise en oeuvre du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique 1986-1996. Le chapitre premier examine la contribution du commerce intérieur et intra-africain à la croissance et au développement économique de l'Afrique et souligne la nécessité de renforcer ce commerce en tant que base de négociation sur l'environnement commercial. Le chapitre II décrit brièvement les problèmes des pays sans littoral et insulaires et examine les perspectives d'améliorer les moyens de transport et des facilités de transit. Le chapitre III examine les problèmes que pose la création de mécanismes adéquats pour l'étude de marchés, l'information commerciale et la promotion commerciale qui sont considérés comme des éléments permettant de tirer profit des possibilités commerciales accrues aux niveaux national, sous-régional, régional et international. Le chapitre IV étudie l'évaluation récente des relations commerciales internationales de l'Afrique et comment elle influence les perspectives de développement. Le chapitre V examine l'impact des sociétés multinationales sur le commerce, le redressement et la croissance de l'Afrique.

CHAPITRE I

LA CONTRIBUTION DU COMMERCE INTERIEUR ET INTRA-AFRICAIN A LA CROISSANCE
ET AU DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUES

I. COMMERCE INTERIEUR

6. Depuis l'adoption du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos, un grand nombre de pays africains ont fait des progrès considérables vers le renforcement des institutions nationales pour la promotion du commerce intérieur ou l'établissement des institutions là où elles n'existent pas. Les organisations commerciales d'Etat et les offices de commercialisation des céréales ont été renforcés de façon à faire face aux pressions croissantes sur les systèmes de commercialisation et de distribution au niveau national des produits agricoles, notamment les céréales et les produits laitiers. Certains pays comme l'Ethiopie ont reconnu depuis longtemps la nécessité de promouvoir le commerce intérieur et ont créé un ministère séparé pour traiter du secteur. Dans certains pays, des départements ou unités spéciaux ont été créés au sein des ministères du commerce ou du commerce extérieur pour s'occuper du commerce intérieur. Cependant, le problème institutionnel existe toujours dans la mesure où, dans plusieurs pays, ces institutions n'ont pas été capables de résoudre les problèmes de distribution intérieure, laissant persister des déséquilibres entre l'offre et la demande entre différentes parties du même pays.

7. Le problème de l'expansion du commerce intérieur ne tient pas seulement à la faiblesse des institutions concernées mais aussi aux rigidités des politiques de production et de distribution qui favorisent le commerce extérieur. Ces problèmes fondamentaux de développement et d'expansion du commerce intérieur se manifestent notamment par a) la persistance de déséquilibres importants sur les plans de la croissance et du développement entre les régions rurales et urbaines et au niveau de la distribution de biens et services; b) le manque général d'informations à jour quant aux marchés intérieurs des pays africains et à leurs opportunités; et c) l'affectation de ressources financières relativement peu importantes pour le développement des structures de commerce intérieur spécialement celles qui permettent les liaisons entre zones rurales.

8. De récentes études de cas qui ont porté sur certains pays africains ont révélé que les structures du commerce intérieur ont peu changé depuis la période coloniale lorsque les structures de production étaient orientées essentiellement vers l'exploitation de quelques produits de base par l'exportation vers les pays de la métropole. Après plus de vingt ans d'indépendance, de nombreux pays africains donnent encore la priorité à la production de quelques cultures commerciales et d'autres produits de base destinée aux marchés des pays industrialisés. Cette politique a renforcé le sérieux déséquilibre non seulement au niveau du stade de développement des diverses régions d'un même pays mais aussi au niveau de la structure de production et de distribution des biens et services. Les régions dotées de canaux d'écoulement de leurs exportations ont profité des mêmes canaux pour l'importation de biens et services, y compris des produits alimentaires. D'autres régions ont souffert d'une absence totale de canaux commerciaux sauf les services d'un nombre limité de petits entrepreneurs privés.

9. Notre évaluation préliminaire montre que, malgré l'existence de certains mécanismes traitant du commerce intérieur, ce commerce se fait principalement par l'intermédiaire de structures traditionnelles comme les marchés hebdomadaires dans les zones rurales. En d'autres mots, des actions sont encore à entreprendre pour exploiter le potentiel d'échanges offert par les marchés ruraux; pour rationaliser les canaux de distribution en réduisant le nombre des intermédiaires; pour assurer le contrôle par des entreprises nationales; et pour accroître les investissements dans le secteur du commerce intérieur et les secteurs productifs ruraux de façon à atteindre une croissance équilibrée. Alors que certains pays sont devenus conscients du rôle crucial que joue le commerce intérieur dans leur développement socio-économique, rien ne montre qu'ils aient adopté des mesures délibérées, par voie législative, en vue de la promotion de leur commerce intérieur. Les mécanismes de prix et d'autres incitations continuent de favoriser le développement urbain par rapport à celui des régions rurales, ceci ayant pour conséquence une détérioration des termes de l'échange au détriment du secteur agricole, forçant par là les communautés rurales à subventionner le secteur urbain. Ce phénomène constitue en fait la principale cause de l'exode rural, qui provoque de sérieuses tensions sur les ressources sociales et physiques des centres urbains.

10. Pour faire face à la demande croissante, rurale et urbaine, de produits agricoles et en particulier de céréales d'importants efforts doivent être déployés pour stimuler la production alimentaire et satisfaire la consommation locale. Parmi les mesures prioritaires à prendre pour améliorer les systèmes de production et de distribution au niveau du commerce intérieur, figurent les éléments suivants :

- i) Une étude complète dans chaque pays en vue de déterminer les besoins alimentaires de la population dans chaque région, en particulier, les quantités de céréales nécessaires pour donner lieu à un commerce intérieur. Cette étude devrait indiquer si nécessaire, la façon d'introduire de nouvelles cultures de base dans les régions à déficit chronique;
- ii) L'institution, avec la collaboration de sociétés coopératives et de banques commerciales, de systèmes plus efficaces d'octroi de crédit aux petits exploitants et agriculteurs et aux petits entrepreneurs participant à la production et à la commercialisation d'articles simples, y compris les objets artisanaux. Un prix garanti devra aussi être établi pour les produits agricoles;
- iii) La réalisation de nouveaux programmes en vue d'assurer la livraison adéquate de matières premières et d'intrants destinés particulièrement à la production pour les marchés locaux et l'introduction de politiques des prix qui encouragent les agriculteurs à augmenter leur production et à mieux s'intégrer dans le secteur monétaire de l'économie;
- iv) La création de circuits de distribution commerciale appropriés dans tous les pays, ainsi qu'un système de stocks régulateurs de façon à stabiliser le niveau des prix et assurer un approvisionnement adéquat et régulier. De telles mesures comprendraient

l'investissement en installations physiques et le développement des facilités de transport sur longues distances pour les biens et les personnes entre les zones urbaines et rurales, qu'il s'agisse d'investissement public ou d'une assistance au secteur privé.

II. COMMERCE INTRA-AFRICAIN

11. Pendant les six dernières années, les pays africains ont fait d'importantes réalisations en matière de création d'institutions sous-régionales pour le commerce intra-africain, ou de renforcement des institutions existantes. Des négociations et consultations formelles et informelles ont été tenues à différents niveaux en vue de la réduction ou de l'élimination des barrières tarifaires et non-tarifaires comme moyen d'augmenter les courants commerciaux entre pays africains. Par exemple, en Afrique de l'Est et australe, la Zone d'échanges préférentiels (ZEP) pour les Etats de l'Afrique de l'Est et australe est devenue opérationnelle en 1984. La ZEP a aussi établi deux autres organes subsidiaires pour faciliter le commerce entre les Etats membres. Il s'agit de la Chambre des paiements et de compensation et de la Banque de développement. Une Chambre de commerce de la ZEP est en cours de création. Dans la sous-région l'Afrique centrale, la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) est aussi devenue opérationnelle.

12. La Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe a également été créée en réponse directe à la politique de déstabilisation de l'Afrique du Sud. Des mesures ont été prises pour renforcer et élargir la Chambre de compensation d'Afrique centrale (CCAC) et l'Union douanière et économique des pays d'Afrique centrale. Dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, les questions de commerce intra-africain sont traitées par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest. En Afrique du Nord, les différents pays ont réaffirmé leur intention de créer une zone d'échanges préférentiels. Une Déclaration d'intention de créer une zone d'échanges préférentiels en Afrique du Nord a été examinée aux réunions des organes directeurs du MULPOC en 1986 et en 1987. On espère que les pays de la sous-région prendront bientôt des mesures positives pour concrétiser cet objectif.

13. Malgré l'existence et la mise en service de ces organisations intergouvernementales sous-régionales, le niveau des échanges intra-africains est resté faible depuis 1980. Le tableau 1 montre qu'en pourcentage du total des exportations de l'Afrique vers le monde, le commerce intra-africain a atteint son record en 1970 avec 5,6 p. 100. Depuis, sa part s'est réduite jusqu'à atteindre 3,1 p. 100 en 1980 et ensuite, elle s'est stabilisée autour de 4,0 p.100. Cependant, la structure des produits de base entrant dans le commerce intra-africain montre qu'il y a eu une certaine diversification (v. tableau 2). Les principaux produits échangés entre les pays africains sont, suivant la classification CTCI, les groupes 0-1, 2-4, 3 et 6-8, et ceci constitue une bonne base pour le commerce intra-africain. La catégorie "Combustibles minéraux et produits assimilés" non seulement occupe la première place en 1984 mais sa part est passée de 31 p. 100 du commerce intra-africain en 1983 à 30 p. 100 en 1984. Le groupe "Produits alimentaires, boissons

et tabacs" occupe toujours la seconde place mais est tombé à 2,5 p. 100. En 1984, ce groupe (CTCI 0 + 1) et le groupe "Combustibles minéraux et produits assimilés" (CTCI 3) représentaient environ 60 p. 100 du commerce intra-africain. D'un autre côté, les échanges intra-africains de "Produits chimiques" (CTCI 5) et "Machines et matériel de transport" (CTCI 7) sont toujours à un niveau très bas.

Tableau 1 - Commerce intra-africain en millions de dollars des EU

Année	Total des exportations africaines vers le monde	Commerce intra- africain	Pourcentage
1970	12 021	672	5,59
1980	93 801	2 917	3,10
1981	75 154	2 976	3,95
1982	66 012	2 662	4,03
1983	56 667	2 319	4,09
1984	61 800	2 723	4,42
1985	63 813	2 563	4,01

Source : Bulletin mensuel de statistique des Nations Unies, mai 1985 et Division des statistiques de la CEA.

Tableau 2 - Commerce intra-africain par classe de marchandises en 1983-1984 (en millions de dollars des E.U.)

	1983	%	1984	%
Total	2 330	100	2 723	100
0 + 1 Produits alimentaires, boissons et tabac	621	26,65	660	24,15
dont : céréales	48	2,06	41	1,50
2 + 4 Matières premières, sauf combustibles, minéraux, huiles et graisses dont :	254	10,90	261	9,55
- graines, noix et amandes oléagineuses	15	0,64	11	0,40
- fibres textiles	49	2,10	52	1,90
- engrais et minéraux bruts	16	0,69	18	0,66
- minerais de déchets de métaux	59	2,53	67	2,45
- huiles et graisses d'origine animales et végétales	25	1,07	40	1,46

Tableau 2 - Commerce intra-africain par classe de marchandises en 1983-1984 (en millions de dollars des E.U.) (suite)

	1983	%	1984	%
3. Combustibles minéraux et produits assimilés	725	31,12	1 039	38,02
5 Produits chimiques	141	6,05	153	5,60
7 Machines et matériel de transport	109	4,68	134	4,90
6 - 8 Autres produits manufacturés, dont :	419	17,98	414	15,15
- fils et tissus de matières textiles	95	4,08	108	3,95
- métaux non ferreux	64	2,75	25	0,91
- divers	61	2,62	72	2,63

Source : Bulletin mensuel de statistiques des Nations Unies, mai 1986, Vol. XL, No. 5.

14. Plusieurs facteurs expliquent le faible niveau de ces échanges, parmi lesquels on trouve : la divergence entre offre et demande de produits alimentaires et manufacturés; les barrières tarifaires et non-tarifaires; l'insuffisance des réseaux de transport aussi bien au niveau intérieur qu'à travers les frontières en Afrique; le manque de facilités de crédit; la rareté de l'information commerciale; et l'absence de support institutionnel. Ces problèmes sont bien connus des Etats-membres et ont été bien étudiés dans d'autres documents présentés à la présente conférence. Cependant, un problème qui mérite une attention particulière est celui des barrières tarifaires et non-tarifaires qui constituent une source majeure de revenus pour les pays africains; et pour cette raison, la mise en oeuvre des accords conclus en vue de leur élimination ou réduction a été très difficile, malgré de longues négociations au sein des groupements économiques sous-régionaux existants. Un problème qui y est associé est celui de l'application des "règles d'origine" qui exigent qu'une partie substantielle de la valeur ajoutée soit locale pour qu'un produit puisse se qualifier pour les échanges entre pays membres du groupement. La récente décision des autorités de la ZEP de suspendre toute réduction supplémentaire des tarifs prévue dans le traité souligne l'intensité de ce problème.

III. DECENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE COMMERCE INTERIEUR ET INTRA-AFRICAIN 1988-1998

15. Les problèmes esquissés à la section précédente ne réduisent en rien les immenses perspectives et le potentiel de développement et d'expansion du commerce intra-africain. Manifestement, même si l'analyse de ces problèmes favorise leur compréhension, la question cruciale reste celle de l'adoption par les gouvernements africains de mesures concrètes qui permettent de traduire les engagements pris dans le Plan d'Action de Lagos et le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique en actions visant à promouvoir l'autosuffisance collective grâce au commerce intérieur et intra-africain. Pendant cette période, les gouvernements africains et les institutions sous-régionales devraient essayer d'éliminer totalement toutes les barrières tarifaires et non tarifaires au commerce intérieur et intra-africain.

16. L'une des principales raisons du faible niveau des échanges intérieurs et intra-africains est le manque de produits à échanger. Alors que dans le cadre de certains groupements économiques mentionnés précédemment, des mesures ont déjà été prises pour établir des canaux et des mécanismes appropriés pour permettre l'augmentation des échanges de produits entre pays membres, l'éventail de produits disponibles pour le commerce reste très limité. De petites unités de production et de petits commerçants ne peuvent tirer profit d'économies d'échelle en raison de l'exiguïté des marchés, et ce bien que dans beaucoup de cas, les pays africains soient capables d'absorber la technologie nécessaire. Il est dès lors nécessaire que les gouvernements africains restructurent leur production et, dans ce but, ils doivent mieux coopérer et intégrer leurs programmes. D'un autre côté, les groupements économiques existants n'obtiennent pas l'impact désiré car les pays membres ne font pas tout l'usage possible des mécanismes disponibles pour la promotion des échanges entre eux. De nombreux obstacles au commerce comme les barrières tarifaires et non-tarifaires, les pertes de revenu, le règlement des paiements, les règles d'origines, le commerce de transit, peuvent être éliminés en grande partie grâce à une application stricte et au respect des dispositions des traités et accords que les gouvernements eux-mêmes ont signés.

17. La croissance et le redressement économiques de l'Afrique sont intimement liés à l'évolution de l'environnement international puisque le monde devient progressivement plus interdépendant. Le développement du commerce intérieur et intra-africain fait partie intégrante de la structure globale des relations commerciales. Dès lors, des décisions difficiles, des ajustements structurels et des réformes de politiques substantiels devront être réalisés en vue de stimuler la croissance et accélérer la contribution du commerce intérieur et intra-africain au redressement et au développement de l'Afrique. Il faudra l'appui total des institutions régionales et sous-régionales africaines ainsi que celui de la communauté internationale. Par conséquent, il serait souhaitable que la Conférence lance un appel spécial à la Conférence des ministres de la CEA pour qu'elle demande à l'Assemblée générale des Nations Unies de déclarer 1988-98 comme étant la Décennie du commerce intérieur et intra-africain. La communauté internationale devrait être amenée à comprendre qu'une intensification du commerce intérieur et intra-africain engendrerait une plus grande demande d'importations de biens de consommation et de biens d'équipement de la part de

marchés élargis et de larges couches de la population au pouvoir d'achat accru, surtout dans les zones rurales. La proclamation d'une Décennie du commerce intérieur et intra-africain bénéficierait donc à toutes les parties.

18. La Décennie du commerce intérieur et intra-africain 1988-98, telle que proposée, garantirait que tous les efforts possibles et toutes les ressources financières et humaines disponibles seraient orientées vers la réalisation de l'autosuffisance collective de l'Afrique. Les objectifs de cette décennie comprendraient certaines décisions qui ont été adoptées lors de la huitième réunion de la Conférence des ministres africains du commerce, à savoir :

- i) que le commerce intra-africain devrait atteindre 10 p. 100 du commerce total mondial à la fin de 1995;
- ii) que des efforts accrus devraient être entrepris pour réduire progressivement et finalement éliminer à la fin de 1995 les barrières commerciales et douanières au commerce intra-africain, particulièrement celles qui affectent les cultures de rapport et plus précisément celles que mentionne le Plan d'action de Lagos;
- iii) que des efforts redoublés doivent être déployés pour renforcer les institutions sous-régionales de promotion commerciale recommandées par le Plan d'action de Lagos;
- iv) que d'importantes améliorations devraient être apportées aux systèmes d'information commerciale et de commercialisation au niveau intra-africain, ainsi qu'aux systèmes de suivi et d'évaluation des résultats commerciaux des pays africains;
- v) que tous les pays africains devraient s'engager à encourager la libre circulation des opérateurs commerciaux et économiques dans le but de promouvoir le commerce intra-africain. De plus, que des mesures soient prises pour accroître et régulariser le commerce frontalier là où c'est nécessaire, en créant des zones frontalières de libre échange à l'intérieur desquelles les opérateurs commerciaux traditionnels pourraient continuer leurs activités;
- vi) que, là où les circonstances le permettent, la priorité soit donnée aux soumissions africaines pour la livraison de biens et services proposés par des pays africains ou originaires de ceux-ci;
- vii) que l'on fasse plus souvent recours aux compagnies aériennes et maritimes africaines pour les services de fret et de transport de marchandises dans le cadre des échanges intra-africains;
- viii) que des politiques de prix appropriées et d'autres facteurs d'encouragement du commerce intérieur et intra-africain soient décidés, spécialement dans les domaines alimentaires;

- ix) qu'un lien soit établi entre le développement du commerce et les progrès accomplis dans d'autres secteurs tels que l'industrie, l'agriculture, l'éducation et la formation, le transport et les communications, tels que décrits au paragraphe 76 du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique 1986-1990 adopté par le 21ème sommet de l'OUA;
- x) que des mesures soient prises rapidement pour le développement d'installations adéquates d'entreposage et de distribution par le commerce intra-africain;
- xi) que la Conférence demande aux ministres du transport et des communications de donner priorité à la création ou à la mise en état de routes multinationales et de liaisons ferroviaires susceptibles d'encourager la croissance du commerce intra-africain, mettant l'accent sur les routes d'accès et de desserte qui facilitent le transport de produits ruraux vers les marchés;
- xii) que les ministres de l'industrie, des sciences et de la technique, et de l'énergie soient priés d'adopter des politiques appropriées et de donner la priorité à la croissance du commerce intra-africain de façon à promouvoir les ajustements structurels requis pour le développement de la région.

CHAPITRE II

ETUDE DE MARCHES, INFORMATION ET PROMOTION COMMERCIALES

I. PRINCIPALES QUESTIONS

19. Les pays africains ont pris des mesures courageuses pendant les six dernières années en vue de développer l'étude de marchés, l'information et la promotion commerciales. Presque tous les pays africains ont créé ou renforcé leurs institutions nationales de promotion des exportations. Quelques pays ont même introduit l'utilisation des ordinateurs en vue de renforcer leur capacité de collecte et de diffusion de l'information. Au niveau sous-régional, plusieurs institutions ont introduit l'ordinateur comme instrument de collecte et de diffusion de l'information et ont par conséquent développé un système d'information commerciale plus efficace. Cependant le problème qui reste est que la plupart des activités en matière d'étude de marchés, d'information et de promotion commerciales sont orientées vers les marchés extérieurs. En d'autres mots, il y a toujours un manque manifeste d'information concernant le commerce intérieur, le commerce intra-africain et l'analyse des études de marché. De la même manière, la promotion commerciale aux niveaux national et sous-régional est encore à ses débuts. Par conséquent, le commerce intérieur et intra-africain continue d'être peu intéressant pour les importateurs et exportateurs potentiels et réels.

20. Depuis la huitième réunion de la conférence des ministres africains du commerce, des actions ont été entreprises pour mettre en oeuvre les décisions de la dite conférence. Par exemple, les Etats membres ont essayé dans certains cas de s'accorder des avantages bilatéraux par l'intermédiaire des opérations d'échanges compensés. Le secrétariat a été informé de la première opération de troc qui a eu lieu entre la Société MISR d'Egypte et la Société ETIMEX d'Ethiopie ainsi que des nouvelles décisions prises par la Zambie et la Tanzanie en vue d'intensifier les opérations de troc entre les deux pays. Le secrétariat a terminé des études sur l'établissement d'une bourse des produits agricoles et des entreprises sous régionales de commercialisation en Afrique de l'Est et australe. Le secrétariat a en outre organisé un séminaire conjoint CEA/CCI/PRODEC/KETA sur la planification des techniques de commercialisation des exportations auquel ont participé 25 stagiaires de plusieurs pays.

21. Concernant l'allocation de fonds de promotion commerciale prélevés sur les taxes sur les importations et recommandée à la huitième session de la présente conférence, seuls quelques Etats semblent avoir appliqué la décision. Selon les informations disponibles, seuls le Burkina Faso et le Gabon ont systématiquement mis en oeuvre cette recommandation. Il y a aussi un manque manifeste d'engagement de la part des pays africains vis-à-vis des institutions sous régionales et régionales de promotion commerciale telles que l'Association des organisations africaines de promotion commerciale (AOAPC). Ce manque d'engagement est reflété dans la situation financière critique de l'AOAPC dont la cause première est le non-paiement des contributions par les Etats membres (un rapport a été préparé pour être examiné par les ministres du commerce). Il est utile de rappeler qu'une recommandation a été adoptée demandant aux Etats membres d'apporter leur soutien à l'AOAPC et à la Fédération des chambres de commerce africaines.

Les chambres de commerce nationales rencontrent des difficultés à trouver les devises nécessaires pour payer leur contribution. Par conséquent, la phase opérationnelle de la Fédération a dû être retardée et son Secrétaire général n'a pas encore été désigné.

22. Les actions les plus encourageantes en vue de la création de systèmes et réseaux d'informations commerciales ont été entreprises par les pays membres de la ZEP (avec le concours du CCI/CNUCED/GATT) qui ont achevé des études de l'offre et de la demande et se sont engagés dans la création d'un centre d'informations commerciales à Lusaka (Zambie) en vue de définir les modalités pour la mise en place d'un réseau d'informations commerciales. Des efforts sont en cours pour relier le centre d'information de la ZEP au centre de documentation et d'information d'Afrique de l'Est et australe qui est un projet du PADIS de la CEA, à Lusaka. La CEA mettra à la disposition de la ZEP son savoir-faire et ses connaissances techniques. La CEA et le CCI ont préparé un projet pour la création d'un système régional d'informations commerciales. Bien que le Secrétaire exécutif de la CEA et le Directeur exécutif du CCI accordent une grande priorité à ce projet, aucun financement n'a jusqu'à présent été obtenu ni sur les fonds en dépôt du CCI ni sur les fonds de FASNUDA géré par la CEA. Le projet a maintenant été soumis au PNUD pour financement sur le quatrième cycle de programmation. Entretemps, des actions sont en cours à la CEA pour créer une unité de documentation et les ordinateurs de PADIS sont utilisés pour stocker les données et les études sur le commerce.

23. Les foires commerciales ont constitué un autre succès. La quatrième Foire panafricaine a eu lieu comme prévu à Lomé (Togo) et 30 pays africains y ont participé. Un rapport a été préparé par le secrétariat de l'OUA et est disponible à la présente Conférence. La première Foire commerciale de la ZEP a eu lieu à Nairobi (Kenya) en septembre 1986 et 500 à 800 Sociétés y ont participé. La Foire a été décrite par ses organisateurs comme étant un succès éclatant qui a aidé à améliorer l'information sur la disponibilité des produits dans la sous-région. Des foires nationales et autres expositions ont été organisées avec succès dans plusieurs pays.

24. En rapport avec le même sujet, des mécanismes de sous-traitance ont été établis pour permettre à la Fédération des Chambres de commerce africaines d'utiliser le secrétariat de l'AOAPC et/ou le Centre africain du commerce de la CEA pour l'exécution d'une partie de son programme de travail étant entendu que les fonds disponibles à la Fédération peuvent être utilisés à ces fins. Cet arrangement a été approuvé par le Conseil d'administration et l'Assemblée générale de la Fédération pendant leur réunions tenues au Caire en mars 1986.

II. FACTEURS QUI ENTRAVENT LES EFFORTS DE L'AFRIQUE TENDANT A RENDRE LA COMMERCIALISATION ET LA PROMOTION COMMERCIALE PLUS EFFICACES.

25. En plus des insuffisances institutionnelles identifiées dans la section précédente, il existe un certain nombre de problèmes qui entravent les efforts de l'Afrique visant à rendre la commercialisation et la promotion commerciale plus efficaces. Ces problèmes comprennent les coûts de production et la fixation des prix, la promotion des ventes, le financement, l'infrastructure de transit et la documentation commerciale. Quelques uns de ces aspects sont examinés ci-dessous :

a) Fixation des coûts et des prix

26. Une analyse pragmatique démontre que le commerce entre les Etats africains est entravé, entre autres, par le fait que les produits africains ne sont pas concurrentiels à cause des coûts de production élevés, une fixation de prix inappropriée, le manque de contrôle de qualité, la mauvaise standardisation, le conditionnement et une publicité inadéquate. Il est donc clair que la concurrence est un aspect multidimensionnel qui doit être sérieusement examiné. Comme mentionné précédemment, les prix des produits africains et spécialement ceux des produits manufacturés ont tendance à être beaucoup plus élevés que les prix des mêmes articles importés d'autres régions du monde. Quelques unes des causes de ce manque de concurrence sont : i) les coûts élevés, dus à l'inflation dans les pays développés, sont inclus dans la structure de production africaine; ii) le niveau bas de productivité dû à des procédures de travail lourdes, une technologie inadéquate, des compétences en dessous de la moyenne et des problèmes sociaux; iii) des industries de grande taille avec des capacités non-utilisées très importantes qui augmentent les coûts unitaires; iv) des mécanismes et des méthodes de fixation de prix inadéquats qui ont pour résultat des produits très chers et peu concurrentiels; v) des coûts de transport et de transit prohibitifs dus à l'inexistence de fret et de transport entre les pays même si ils ont accès à la mer (les transports maritimes sont encore sous-exploités en Afrique); vii) des barrières tarifaires très élevées, des procédures lourdes et une documentation compliquée qui peuvent augmenter les coûts des produits en y ajoutant les coûts de l'immobilisation des marchandises.

27. Ce qui est requis donc c'est un abandon des politiques et modèles actuels de développement industriel pour une production, une commercialisation et une structure de distribution autosuffisants qui doivent inclure : i) une réduction de la dépendance de l'Afrique à l'égard des facteurs de production importés autant que possible; ii) création des systèmes d'information qui permettront aux acheteurs africains de mieux connaître l'offre des produits dans la région et les conditions commerciales en vigueur y inclus les prix, les systèmes de paiements, la qualité et les délais de livraison etc., en vue de mettre en concurrence plusieurs fournisseurs et d'obtenir des conditions meilleures pour leurs importations; iii) la formation des importateurs africains en vue d'améliorer leurs compétences en matière d'achat et de techniques de gestion des importations et formation des exportateurs à la commercialisation des exportations y inclus la fixation des prix et des coûts et la gestion de la production; iv) la réduction de la capacité de production inutilisée en tant que facteur d'augmentation des prix directement lié à la taille des marchés disponibles grâce

à la libéralisation du commerce au niveaux bilatéral et multilatéral, ce qui permettrait aussi de s'attaquer aux barrières tarifaires; et v) amélioration des mesures de libéralisation du commerce telles que la simplification de la documentation et des procédures, des accords de transit etc.. Ces mesures pourraient aussi réduire les coûts des importations en minimisant les coûts d'immobilisation du capital.

b) Commercialisation, publicité et distribution

28. Ceci inclut toutes les activités requises pour mettre les marchandises et les services à la disposition des consommateurs. Les principales voies sont les communications, le transport, le transit, la publicité, les réseaux de vente et les systèmes de paiements. Les coûts prohibitifs du transport cités plus haut s'expliquent par le sous-développement des réseaux et des services de transport en Afrique qui ne militent pas en faveur du commerce intra-africain. Les réseaux et services de transport sont toujours conformes au modèle traditionnel. En d'autres termes ils sont orientés vers l'extérieur et continuent à relier le continent avec ses partenaires traditionnels qui sont les pays développés à économie de marché.

29. Les mesures destinées à rendre le commerce et le transit plus faciles constituent un élément essentiel du commerce intra-africain. Les retards énormes du continent et ses pertes entravent actuellement le développement du commerce intra-régional à cause du manque d'une infrastructure de transit sur un continent ayant beaucoup de pays enclavés et de pays insulaires. Afin de contourner en partie cet obstacle, il faudrait créer des systèmes de transit appuyés par des systèmes de garantie crédibles.

c) Promotion des ventes et services

30. Le commerce africain est toujours dominé par les sociétés transnationales étrangères ayant des réseaux d'intégration verticale reliant les succursales basées en Afrique aux sociétés mères dans les pays développés à économie de marché grâce à des systèmes de navette. Le modèle actuel de commerce continuera sans doute à moins que des efforts ne soient déployés pour créer et renforcer des nouveaux réseaux de distribution spécialement destinés à mettre en rapport les milieux d'hommes d'affaires africains par l'intermédiaire d'accords bilatéraux d'achat à long terme et/ou la création de sociétés multinationales de commercialisation.

d) Financement et système de paiements

31. La crise des devises actuelle a obligé la plupart des pays africains à réduire de manière draconienne leurs importations, même celles en provenance des fournisseurs traditionnels; les pays développés. Les systèmes de crédit et de paiement sont devenus des facteurs essentiels dans l'échec ou le succès des exportateurs sur les marchés hautement concurrentiels d'aujourd'hui. Les banques commerciales étrangères opérant sur le continent ne considèrent pas le développement du commerce intra-régional comme étant leur priorité. Bien au contraire, elles préféreraient apporter leur soutien aux opérations commerciales Nord-Sud. Il est donc nécessaire que les pays africains créent des systèmes de crédit à l'exportation et d'assurance des exportations là où ils n'existent

pas en vue de renforcer leur capacité d'exporter vers d'autres pays en développement. Il est nécessaire de créer un nouveau système bancaire, y compris des banques commerciales qui orienterait ses activités vers les objectifs de développement des pays africains. Il est aussi important que le réseaux bancaires des pays africains soient intégrés aux niveaux sous-régional et régional en vue de fournir le maximum de garantie pour la mobilisation des ressources pour le commerce intra-africain.

32. Entretemps, les pays africains ont commencé à créer des systèmes de compensation et de paiements en Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale, et en Afrique orientale et australe en vue de réduire l'utilisation des devises dans leurs transactions commerciales. Cependant, ces systèmes sont déjà confrontés à certaines difficultés à cause des déficits chroniques rencontrés par certains pays membres. Il y a donc un besoin urgent de continuer à créer des mécanismes commerciaux tels que des sociétés commerciales de compensation qui aideraient à réduire les déficits et assurer la viabilité des systèmes.

III. LE ROLE DE LA FEDERATION DES CHAMBRES DE COMMERCE AFRICAINES DANS LA PROMOTION DU COMMERCE INTRA-AFRICAIN

33. Le rôle des Chambres de commerce a radicalement changé au cours des dernières années. On a remarqué une prise de conscience de plus en plus prononcée qui fait que les opérateurs économiques et leurs organisations doivent être impliqués dans la formulation et l'exécution des politiques de promotion des investissements et du commerce aux niveaux national, sous-régional et régional. Il est encore nécessaire d'améliorer cette prise de conscience en définissant clairement des programmes d'action pour les entreprises en général et la Fédération régionale des chambres de commerce africaines. La Fédération pourrait jouer un rôle essentiel dans les domaines suivants :

a) Systèmes d'information commerciale

34. Comme mentionné précédemment, l'une des questions fondamentales à examiner en Afrique est le manque d'information sur les possibilités d'investissement et le commerce auquel s'ajoutent des contacts insuffisants et inefficaces entre les hommes d'affaires africains. Les producteurs africains/exportateurs et les importateurs/consommateurs ne disposent pas de suffisamment d'informations sur les marchés pour leurs produits et sur la disponibilité des produits dans d'autres pays. Les conditions du marché d'un pays africain donné sont souvent très mal connues par la majorité des milieux d'affaires africains. Les pays développés sont conscients de ce fait et leurs exportateurs ont des politiques pertinentes en la matière qui leur permettent de capturer continuellement les marchés africains en influençant les consommateurs africains par le biais de messages publicitaires bien conçus et basés sur l'effet de démonstration de la consommation internationale. Les gouvernements africains doivent donc adopter des législations sur la publicité et les pratiques y afférentes des sociétés étrangères en vue de protéger la Fédération. En même temps, des efforts doivent être déployés pour promouvoir un développement industriel véritable en accélérant l'obsolescence des produits manufacturés.

35. Pour pouvoir développer le commerce intra-africain, la Fédération doit jouer un rôle actif en vue de créer des systèmes collectifs d'information commerciale aux niveaux sous-régional et régional afin de faciliter la circulation de l'information en Afrique et peut-être d'orienter l'information sur les marchés extérieurs vers les utilisateurs africains. Un tel système d'information devrait inclure des composantes situées à l'intérieur des centres de promotion commerciale à tous les niveaux y inclus les chambres nationales de commerce. Le système devrait utiliser tous les moyens (répertoires, magazines, bulletins, études de marché, répertoires statistiques, télex, ordinateurs) en vue d'atteindre régulièrement les milieux d'affaires. En guise de complément il est impératif de créer ou de renforcer les mécanismes de promotion commerciale aux niveaux national, sous-régional et régional et de renforcer le rôle de la Fédération des chambres de commerce dans la promotion commerciale afin de promouvoir non seulement la coopération intergouvernementale mais aussi la coopération entre opérateurs économiques privés.

36. Un autre aspect qui mérite d'être mentionné est le fait que les hommes d'affaires voyagent principalement vers les pays développés et les contacts au niveau de l'Afrique sont souvent sporadiques et inefficaces. Du moment que le développement du commerce en général dépend largement des contacts nouveaux, il est important de planifier la création de mécanismes pour améliorer les contacts entre les hommes d'affaires africains. En plus de la Foire panafricaine de l'OUA, des foires spécialisées et des expositions devraient être organisées en même temps que des forums d'investisseurs et des symposiums qui discuteront des problèmes sectoriels, des systèmes de coopération concrète et feront des suggestions pour la formulation des politiques gouvernementales.

37. En somme, les activités de promotion commerciale dans lesquelles la Fédération peut jouer un rôle actif sont les suivants : a) la création et/ou le renforcement des mécanismes de promotion y inclus les chambres de commerce aux niveaux national, sous-régional et régional. De tels mécanismes serviront de points focaux à un système africain régional d'information commerciale qui faciliterait la circulation des informations sur les possibilités d'investissement et commerciales à travers tout le continent et qui comblerait la lacune manifeste actuelle; b) la formation d'un personnel qualifié en promotion commerciale, de techniciens et de directeurs d'entreprises très au courant du développement des affaires; c) l'organisation de manifestations promotionnelles y compris des foires commerciales spécialisées, de forums d'investisseurs, de symposiums qui constitueraient des occasions de rencontres entre directeurs d'entreprise.

b) Financement du commerce intra-africain

38. L'un des domaines dans lesquels la Fédération des chambres de commerce africaines pourrait jouer un rôle vital est celui de la mobilisation du financement pour le commerce intra-africain. Les tâches de promotion commerciale sont très importantes en Afrique et les activités qui y sont incluses sont tellement diverses que les institutions envisagées doivent être créées de telle manière à avoir les effets souhaités. Les activités à entreprendre couvrent tous les domaines de développement économique allant de la production au transport, à la distribution, aux prix et au développement des ressources humaines. Des progrès considérables ont déjà été faits dans la création d'organisations

Intergouvernementales qui s'occupent sur des bases sectorielles des aspects de la promotion commerciale intégrés et faisant l'objet des recommandations et décrits plus haut. Par exemple le projet ECO-banque lancé en Afrique de l'Ouest est pertinent et devrait être rapidement étendu à d'autres sous-régions. La Fédération des chambres de commerce africaines pourrait jouer un rôle important en apportant le soutien nécessaire pour cela et pour relier ECO-banque à d'autres fonds d'investissement sous-régionaux par le biais du renforcement des liens commerciaux.

39. Les domaines dans lesquels l'intervention de la Fédération peut contribuer aux secteurs productifs en général et au développement industriel en particulier peuvent inclure les suivants :

- i) Contribuer à la création de mécanismes de mobilisation des ressources y compris des institutions de financement et de crédit aux niveaux national, sous-régional, régional et interrégional afin de compléter les actions gouvernementales;
 - ii) La participation aux Conseils d'administration de toutes les organisations créées par les gouvernements africains et qui s'occupent de technologie, d'ingénierie, de production industrielle, de standardisation et de formation technique en vue d'influencer leurs orientations dans le sens des intérêts des producteurs;
 - iii) L'identification des possibilités de coopération multilatérale dans des projets industriels pour la transformation d'intrants locaux à chaque fois que c'est possible;
 - iv) L'organisation et/ou le patronage de manifestation promotionnelles y compris les forums d'investisseurs et les foires commerciales spécialisées et les expositions.
- c) Libéralisation des échanges

40. L'une des tâches les plus urgentes pour rendre les produits africains plus concurrentiels et pour promouvoir le commerce intra-africain est la création des mécanismes de libéralisation du commerce tels que les zones d'échanges préférentiels, les communautés économiques, les unions douanières et les fédérations sous-régionales de chambres de commerce en vue de réduire les facteurs les plus aggravants tels que les barrières tarifaires et non-tarifaires. Quelques mécanismes ont déjà été créés par les pays africains dans toutes les sous-régions du continent, exception faite de l'Afrique du Nord. Il s'agit de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de la Zone d'échanges préférentiels des Etats d'Afrique de l'Est et australe (ZEP) et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). Il est cependant vrai que les opérateurs économiques du secteur privé ont été absents de ce processus de libéralisation. Ceci est dû au fait que les chambres nationales de commerce n'ont pas été impliqués dans le processus de création de ces groupements économiques.

41. Il est important de souligner que la restructuration des marchés africains par le biais de l'intégration des chambres de commerce aurait un effet décisif sur la concurrence des produits africains en permettant l'utilisation des capacités industrielles inutilisées, réduisant ainsi les coûts fixes unitaires grâce aux économies d'échelle. En plus, la libéralisation du commerce est entravée par l'absence d'harmonisation des gestions et politiques en matière d'investissement, d'importation et d'exportation qui exigent une action immédiate dans le domaine de l'information relative au commerce et aux investissements. La création d'un système régional intégré d'information sur le commerce et les investissements devrait être une priorité si le commerce intra-africain est à développer.

42. La Fédération des chambres africaines de commerce pourrait jouer un rôle de coordonnateur de l'information commerciale de sources nationales et sous-régionale (chambres de commerce et leurs associations sous-régionales). Elle pourrait également servir de centre d'information sur le commerce et les investissements. La Fédération pourrait aussi jouer un rôle important dans l'harmonisation et la coordination des positions des hommes d'affaires vis-à-vis des organisations telles que les compagnies de navigation et leurs conférences en jetant les bases pour la création de centres collectifs de fret à moyen terme afin de réduire les facteurs augmentant les coûts du fret et d'améliorer les services dans ce domaine.

IV. LES ORGANISATIONS COMMERCIALES D'ETAT

43. Des politiques néo-libérales imposées aux pays africains comme remède à la crise économique actuelle préconisent le demantèlement du secteur public des entreprises y compris les entreprises commerciales d'Etat (ECE). Le document E/ECA/TRADE/55 qui a été distribué comme document de base examine dans le détail si les conditions socio-économiques en Afrique et le niveau de développement des entrepreneurs locaux justifient le retrait du gouvernement du secteur des entreprises. Les structures et la gestion des Entreprises africaines commerciales d'Etat ont été examinées et des solutions pour leur amélioration ont été proposées.

44. La conclusion est que les Entreprises commerciales d'Etat ont un rôle important à jouer dans le contrôle du commerce par les Etats africains et dans le développement de la coopération aux niveaux intra-régional et inter-régional (CTPD). Bien que la privatisation des activités commerciales soit une politique viable pour assurer un commerce efficace et motivé, l'absence d'entreprises de niveau moyen est un handicap sérieux à la promotion commerciale des pays africains. Par conséquent, les sociétés commerciale d'Etat pourraient aider à renforcer les positions de négociation des pays africains en fournissant des mécanismes communs pour grouper les opérations d'importation et d'exportation.

V. PROPOSITIONS EN VUE DE L'ADOPTION DE MESURES ULTERIEURES

45. A partir de la brève analyse ci-dessus, il est évident que la stratégie du commerce intra-africain devrait inclure un programme immédiat en vue d'intensifier la promotion et la recherche commerciales et les échanges des produits et services d'origine africaine afin de réduire notre dépendance à l'égard de marchés extérieurs. Ceci est un domaine où des institutions telles que la Fédération des chambres africaines de commerce et l'Association des organisations africaines de promotion commerciale pourraient jouer un rôle déterminant. Comme l'Afrique traverse une crise économique très grave, un échange d'informations d'un type nouveau devrait avoir lieu à l'intérieur des groupements sous-régionaux pour rechercher des possibilités commerciales entre les pays africains. Il est déplorable que le marché africain soit actuellement exploité par des intérêts étrangers d'Amérique du Nord, d'Asie du Sud-Est, du Japon et d'Europe de l'Est et de l'Ouest. Des attitudes nouvelles et positives vis-à-vis des produits africains doivent être encouragées par le biais d'une campagne "Achetez les produits africains" en vue d'assurer l'autosuffisance et accroître la croissance. A ce sujet, la Fédération doit recevoir le soutien de tous les pays africains dans son nouveau rôle de catalyseur de la promotion du commerce intra-africain.

46. En résumé, la promotion commerciale devrait s'occuper des activités prioritaires dans le domaine de la production y compris : i) la réorientation des plans et des politiques de production en vue d'accorder la priorité à la transformation des matières premières disponibles en Afrique et de créer des liens intersectoriels et de relier la demande à l'offre; ii) la promotion des investissements productifs par le biais de mesures d'encouragement aussi bien aux investisseurs locaux qu'aux investisseurs étrangers et la création de mécanismes de mobilisation de capitaux y compris la réorientation du système bancaire existant vers le financement d'activités productives locales et promotion de la coopération intra et inter-régionale dans le domaine du financement; iii) l'harmonisation des normes technique et de qualité dans la région; iv) la formation d'un personnel compétent y compris les techniciens et les directeurs d'entreprise.

47. L'amélioration des activités de distribution dépendra de la participation des institutions sous-régionales et régionales de promotion commerciale à l'exécution des tâches suivantes : a) la construction accélérée de réseaux de transport et de communications introvertis reliant les pays africains; b) la création et/ou le renforcement des accords de transit appuyés par des garanties multinationales crédibles; c) la promotion des systèmes d'achats à long terme y compris des entreprises commerciales multinationales qui pourraient créer de nouveaux réseaux de distribution introvertis; d) la création des mécanismes de financement du commerce y compris les crédits à l'exportation et un réseau de banques commerciales intégré et orienté vers le commerce intra-africain. Le Fonds monétaire africain aidera aussi dans l'harmonisation des politiques monétaires et de paiements; e) la création de marchés communs sous-régionaux et d'un marché commun régional.

48. La huitième réunion de la Conférence des ministres africains du commerce réunie à Brazzaville du 28 au 31 octobre 1985 a adopté des mesures et recommandations concrètes destinées à renforcer le potentiel commercial africain. Ces décisions sont toujours valables et sont reprises ci-après en vue de les réintégrer dans les programmes futurs de développement du commerce africain. La huitième réunion de la Conférence des ministres africains du commerce a adopté les recommandations suivantes :

- i) De nouveaux types de réseaux de distribution orientés vers le commerce intra-africain et basés sur les entreprises nationales, publiques et privées doivent être encouragés;
- ii) La production et le commerce doivent être intégrés dans les plans de développement nationaux en utilisant une approche de macro-commercialisation. Les techniques de planification de la commercialisation doivent faire partie des programmes des instituts sous-régionaux et nationaux de gestion et de promotion commerciale;
- iii) Les instituts nationaux, sous-régionaux et régionaux de promotion commerciale doivent être renforcés et doivent recevoir les ressources nécessaires à leur bon fonctionnement. Des fonds de promotion commerciale doivent être créés grâce au produit des taxes sur les importations;
- iv) Les gouvernements africains doivent apporter leur soutien à l'Association africaine des organisations de promotion commerciale (AOAPC) et à la Fédération des chambres de commerce africaines. Des activités de mobilisation de fonds devraient être entreprises pour financer les études de marché et des études sur l'offre et la demande;
- v) Les Etats membres devraient renforcer leur coopération au niveau de l'échange des informations commerciales dans le cadre de systèmes sous-régionaux et régionaux d'information commerciale coordonnés par la CEA avec l'assistance technique du CCI/GATT;
- vi) Les secrétariats de la CEA et de l'OUA devraient chercher les moyens de rationaliser les activités de l'AOAPC de la Fédération des chambres de commerce africaines et du Centre du commerce africain de la CEA afin d'éviter le double emploi et le gaspillage des ressources.

CHAPITRE III

LES RELATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES DE L'AFRIQUE

I. PRINCIPAUX FAITS QUI PREOCCUPENT L'AFRIQUE

49. Depuis 1980, il y a eu plusieurs faits importants dans les relations commerciales de l'Afrique que la Conférence des ministres devrait examiner de façon approfondie si elle veut que l'Afrique tire de ces relations un profit. Ces faits sont les suivants :

- a) Les cours des principaux produits de base qui présentent un intérêt pour l'Afrique ont chuté en 1980 et se sont maintenus depuis, à un niveau bas. En fait, la chute de la valeur du dollar des Etats-Unis a aussi influé de façon défavorable sur les cours des produits de base libellés en dollars. Rien n'indique que les cours se redresseront dans un avenir prévisible;
- b) Les accords internationaux sur les produits de base n'ont pas fonctionné à l'avantage des pays africains parce que les cours de ces produits sont fixés en dehors du cadre de ces accords;
- c) Le programme intégré pour les produits de base qui a été conclu dans le contexte de la CNUCED reste pour une grande part non réalisé et le Fonds commun pour les produits de base n'est pas encore opérationnel parce que les Etats-Unis d'Amérique et l'Union Soviétique continuent de refuser de signer et ratifier l'Accord;
- d) Plusieurs pays africains continuent d'accuser de graves déficits de leurs recettes d'exportation provenant des produits de base. Le mécanisme de financement compensatoire du FMI a été utilisé dans certains cas pour alléger ce problème mais les termes et conditions pour l'utilisation de ce mécanisme demeurent en grande partie inacceptables par plusieurs pays africains. En fait, les conséquences sociales et politiques des mesures d'ajustement qui sont imposées par le FMI ont suscité de graves perturbations des systèmes économiques dans quelques pays africains;
- e) Les pays africains, parties à la Convention CEE/ACP, continuent d'éprouver de graves difficultés pour profiter pleinement de cette Convention ayant pour objet d'accroître les exportations à destination des marchés de la CEE, spécialement celles des produits manufacturés. Quelques pays en développement qui ne sont pas parties à la Convention, spécialement les pays nouvellement industrialisés ont, au contraire, accru de tels échanges de façon appréciable. En plus, le fonctionnement du STABEX et du SYSMIN pose toujours de problèmes pratiques d'interprétation et d'application;

- f) Le protectionnisme dans les pays industrialisés est toujours en vigueur et est renforcé dans certains cas. Par conséquent, les pays africains ont un accès difficile à ces marchés. Sur le plan intérieur, les structures de production et de distribution favorisent toujours l'exportation des produits primaires. Par conséquent, même si le protectionnisme était éliminé dans les pays industrialisés, on doute que plusieurs pays africains profitent réellement de l'amélioration des conditions d'accès aux marchés des pays industrialisés;
- g) Les négociations commerciales multilatérales (NCM) au sein du Tokyo Round et de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) ne sont pas encore de nature à inclure les préoccupations de l'Afrique. De fait, la présence de l'Afrique au sein du GATT est encore réduite et en grande partie inefficace;
- h) Dans le cadre de la coopération économique entre pays en développement, l'expérience a montré que les pays en développement d'Asie et d'Amérique latine s'intéressent à l'achat de produits primaires agricoles et autres matières premières pour alimenter leurs industries. En retour, ils considèrent l'Afrique comme un dépotoir pour les biens d'équipement, les biens industriels et les produits de consommation manufacturés qui sont de dernière qualité. Par conséquent, la coopération commerciale Sud-Sud dans de telles conditions ne pourra profiter à l'Afrique.

50. Ce sont là quelques-unes des questions cruciales qui régissent les relations commerciales internationales de l'Afrique. Toutes propositions ultérieures relatives à l'amélioration de la position de l'Afrique dans le commerce mondial ne peuvent s'avérer efficaces à moins de polariser de solutions justes et durables à ces problèmes. L'analyse faite dans les quelques sections ci-après essaie d'éclaircir ces questions.

II. TENDANCES RECENTES DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'AFRIQUE

51. Les questions qui ont été soulevées dans la première section de ce chapitre se traduisent en tendances qui seront examinées dans la présente section. Cette analyse est la capitulation de plusieurs faits importants qui se rapportent à l'évolution récente des relations commerciales internationales de l'Afrique. L'analyse porte principalement sur des événements qui se sont produits après la sixième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) qui s'est tenue à Belgrade en 1983. Il y a lieu de souligner d'emblée, que les résultats commerciaux de l'Afrique ont été décourageants dans leur ensemble.

52. La huitième session de la Conférence des ministres africains du commerce a passé en revue un certain nombre de questions y compris les résultats de la CNUCED VI et il s'est avéré évident que l'environnement qui avait permis au monde de progresser pendant les années 1960 et 1970 ne s'est pas reproduit durant la deuxième partie des années 80. A titre d'exemple et selon l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), "au moment où le

redressement économique de la récession de 1982 achève sa troisième année, il n'est pas évident que l'économie mondiale a atteint un niveau de croissance plus élevé que celui qui suivit l'année 1973. En 1984, le volume du commerce mondial a augmenté de 9. p. 100 par rapport à l'année 1983, tandis que la production mondiale se situait à 5 1/4 p. 100. Ceci représentait la meilleure performance en huit ans, amenant ainsi la production et le commerce mondiaux à de nouveaux taux record" 1/. Cette déclaration souligne la portée des résultats qui, dans la plupart des cas, étaient décevants.

53. Le tableau 3 fournit des données sur l'évolution du commerce africain. La part en pourcentage des exportations des biens et services dans le Produit intérieur brut (PIB) pour la période allant de 1980 à 1985 montre que beaucoup d'économies africaines n'ont pas profité du redressement économique mondial observé dans quelques grands pays industrialisés. A titre d'exemple, sur 50 pays africains seuls 10 pays (Egypte, Côte d'Ivoire, Guinée, Mauritanie, Sénégal, Burundi, Guinée équatoriale, Angola, Comores et Seychelles) ont enregistré une augmentation en valeur nominale de leurs exportations de biens et services aux prix courants durant cette période. Pour le reste des pays africains, la valeur relative du Produit intérieur brut a continué à régresser. Dans quelques cas, cette régression était très sensible. Sauf erreur en Egypte de la part des exportations dans le PIB est tombée de 28,6 p. 100 en 1980 à 14,2 p. 100 en 1985. D'importants fléchissements étaient également enregistrés en Libye, en Tunisie, au Ghana, au Nigéria, en Angola, au Mozambique, en Tanzanie et en Zambie.

54. Une importante caractéristique de la situation économique internationale a été la sensibilité des économies africaines à l'incertitude qui a caractérisé les taux d'intérêt et les taux de change de la plupart des grandes monnaies mondiales. Etant donné que la plupart des monnaies africaines sont liées à quelques grandes monnaies mondiales, cette évolution a exercé une pression croissante sur les ressources et engendré une dette très lourde. La situation économique de la région a été aggravée par l'immobilisme de ses structures commerciales, en particulier, la production et l'exportation persistantes des produits primaires agricoles et minéraux dont la demande continue d'être déterminée à l'extérieur par des importateurs.

1/ GATT, Le Commerce international 1984/85, Genève, 1985, p.1.

Tableau 3 - Pourcentage des exportations des biens et services dans le PIB total en Afrique

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
<u>Afrique du Nord</u>						
Algérie	34,97	35,47	31,74	29,19	27,68	25,36
Egypte	28,63	25,78	25,41	22,02	17,79	14,26
Jamahiriya arabe libyenne	63,95	52,11	46,41	36,93	39,88	39,77
Maroc	19,03	21,23	20,56	22,35	25,49	25,90
Soudan	6,58	6,58	7,62	10,13	8,60	7,67
Tunisie	40,59	41,37	36,82	35,19	34,00	30,32
<u>Afrique de l'Ouest</u>						
Bénin	26,52	22,71	21,79	23,46	25,42	25,47
Burkina Faso	16,68	17,46	16,39	17,49	20,75	20,96
Cap Vert	11,54	10,31	10,00	10,39	9,30	8,41
Côte d'Ivoire	33,68	34,60	37,93	40,81	51,71	55,15
Gambie	58,58	54,42	47,24	49,01	56,14	50,75
Ghana	11,74	11,14	3,16	5,61	6,73	7,78
Guinée	26,10	23,65	22,91	23,09	22,72	21,68
Guinée Bissau**	66,96	62,11	55,72	56,64	59,58	62,50
Libéria	16,76	14,59	15,18	18,61	20,63	20,42
Mali	29,09	33,25	31,46	36,31	42,22	57,42
Mauritanie	24,01	24,29	22,26	27,23	29,90	...
Niger	26,66	20,78	16,68	14,23	16,26	18,13
Nigéria	28,71	33,04	37,84	33,35	34,85	32,48
Sénégal	22,89	23,04	8,93	11,40	20,44	22,01
Sierra Leone	37,98	38,49	33,01	35,70	44,43	45,03
Togo						
<u>Afrique centrale</u>						
Burundi	8,43	7,88	9,30	9,50	10,80	11,13
Cameroun	26,85	21,63	20,02	20,91	20,23	19,05
Congo	56,30	58,05	53,90	56,82	57,26	56,07
Guinée équatoriale	32,56	31,11	32,61	33,96	33,33	34,67
Gabon	67,30	65,57	64,95	62,78	62,05	63,09
République centrafricaine	26,10	25,43	23,59	27,65	26,62	27,33
Rwanda	16,18	11,36	10,03	10,11	10,53	10,16
Sao Tomé-et-Principe	39,13	21,05	26,19	25,71	37,14	36,84
Tchad	20,30	20,52	20,18	21,73	23,74	22,71
Zaire	35,52	35,10	32,19	39,56	62,90	68,50
<u>-----</u>						
Guinée Bissau**	12,34	11,25	10,98	11,31	10,71	11,11

Tableau 3 - Pourcentage des exportations des biens et services dans le PIB total en Afrique (suite)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
<u>Afrique de l'est et australe</u>						
Angola	51,54	51,54	44,68	42,61	40,01	37,64
Botswana	51,05	51,07	44,92	60,35	60,73	64,05
Comores	11,67	18,69	22,22	21,65	11,24	18,75
Djibouti	47,67	43,13	43,58	42,90	41,89	40,99
Ethiopie	14,25	12,87	11,73	11,35	11,46	10,24
Kenya	28,62	25,46	24,83	25,60	28,27	25,42
Lesotho	19,81	16,26	14,12	15,20	15,57	15,15
Madagascar	14,03	12,21	12,64	11,46	15,68	14,06
Malawi	26,64	27,12	23,75	21,75	27,62	22,18
Maurice	51,15	44,70	47,22	46,65	49,18	53,15
Mozambique	9,12	8,85	8,81	7,06	4,50	3,05
Ouganda	2,85	3,19	26,41	37,56	67,75	5,84
République-Unie de Tanzanie	13,24	11,95	8,33	8,68	7,69	5,02
Seychelles	68,03	57,14	52,70	50,68	64,47	71,25
Somalie	14,53	13,40	17,19	13,40	4,92	12,51
Swaziland	61,27	67,88	71,43	64,79	62,23	62,41
Zambie	41,38	28,63	27,61	30,62	36,53	25,78
Zimbabwe	30,29	25,20	22,15	22,37	26,17	28,29

Source : Calculs de la Division des questions commerciales et financières internationales faits à partir de la base des données de la Division des statistiques de la CEA.

55. Un autre aspect important a trait à la lenteur du taux de croissance du commerce de l'Afrique avec des partenaires non traditionnels y compris d'une part les économies planifiées des pays socialistes d'Europe orientale et la Chine d'autre part. D'autres partenaires non traditionnels comprennent les pays en développement d'Amérique latine et des Caraïbes ainsi que ceux d'Asie et de Pacifique et de l'Asie occidentale qui ensemble forment le Groupe des 77. Le pourcentage combiné du commerce de l'Afrique avec ses partenaires non traditionnels se situait entre 1983 et 1985 à environ 18,39 p. 100 en ce qui concerne les exportations et à 22,24 p. 100 pour ce qui est des importations. Le taux annuel des importations en provenance des économies planifiées était de 8 p. 100 des importations totales de l'Afrique tandis que les exportations africaines vers ce marché se situaient au taux annuel de 5,25 p. 100. Les exportations africaines en direction des autres pays en développement représentaient un taux annuel de 13 p. 100 contre 18 p. 100 pour le cas des importations de même provenance. Ces chiffres prouvent que le potentiel de diversification des courants commerciaux africains demeure en grande partie inexploité.

56. Le tableau 4 indique la direction du commerce mondial durant la période allant de 1980 à 1985 et montre que la valeur des exportations africaines a régressé de 1980 à 1983 et que les hausses accusées à partir de 1984 étaient inférieures aux valeurs d'avant 1983. En d'autres termes, la balance commerciale de la région a été défavorable à la fois en termes globaux et sur une base sectorielle produit par produit. Ce commerce défavorable a été aggravé par le fait que les importations n'ont pas accusé une régression importante pour plusieurs produits. Au cours des premiers trois mois de 1985 (janvier-mars), l'Afrique a accusé un déficit commercial total se chiffrant à 1052 millions de dollars des Etats-Unis et ce déficit a atteint la somme de 2240 millions de dollars des Etats-Unis pour la même période de 1986.

Tableau 4 - Direction du commerce : exportations vers le monde
(valeurs en millions de dollars des Etats-Unis)

	<u>Total, tous les produits</u>		(Sections 0-9)			
	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Monde	2 001 958	1 965 890	1 848 326	1 813 478	1 907 244	1 932 915
Economies de marché développées	1 267 872	1 242 490	1 176 197	1 162 091	1 235 717	1 274 911
Economies de marché en développement	558 593	543 226	451 907	485 146	468 956	456 749
- Afrique	93 899	75 273	66 024	59 595	61 800	63 813
- Amérique	109 768	111 061	107 550	107 998	113 524	111 008
- Asie	352 747	355 006	309 792	282 705	291 637	279 989

Source : Bulletins mensuels de statistique des Nations Unies, mai 1986 et juin 1986.

Tableau 5 - Commerce mondial par régions (Valeurs en millions de dollars des Etats-Unis)

Janvier-mars 1986

	Imports (CAF)	Exports (FOB)	Balance
Monde	548 300	506 250	-42 050
Economies de marché développées	389 582	351 852	-37 730
Economies de marché en développement	106 650	112 760	-6 110
- Afrique	15 940	13 700	-2 240
- Amérique	21 170	26 260	5 090
- Asie	65 770	70 110	4 340

Source : Bulletin mensuel de statistique des Nations Unies, Vol. XL, No. 7, juillet 1986.

57. Les résultats du commerce africain en 1986 demeureront grosso modo les mêmes qu'en 1985, ce qui est indiqué dans le tableau 5. La part du commerce africain durant le premier trimestre de 1984 était relativement modique. Ceci est principalement dû au fait que la demande extérieure qui était faible en 1985 pouvait continuer à réduire les exportations empêchant la plupart des pays dépendant des exportations de produits primaires d'opérer des ajustements. En plus il n'y a pas d'indices qui permettent de dire que le climat des négociations internationales résoudrait les problèmes auxquels font face la plupart des pays en développement dans le secteur des exportations. Fondamentalement, le fait que beaucoup de pays industrialisés n'aient pas encore assoupli ou éliminé les mesures protectionnistes serait à la longue à leur avantage. En particulier, il semble que les politiques de restriction budgétaire en plus des politiques monétaires adoptées par les pays industrialisés freineront les flux d'aide publique en développement ainsi que les investissements dans, les économies des pays africains en développement.

58. Il existe d'autres aspects importants des récentes tendances du commerce africain que l'on devrait également souligner. L'Afrique est une importante région pour le commerce mondial du fait du rôle prédominant qu'elle joue dans la production et l'exportation des produits primaires. En conséquence, les tendances des cours des produits de base ont été non seulement inquiétantes mais ont également eu un effet préjudiciable sur les perspectives de redressement économique et de croissance de la région. Dès lors les changements et l'instabilité des cours des produits de base sont non seulement des facteurs déterminants de l'expansion des exportations de la région mais également de son taux de développement économique. A titre d'exemple, le rapport de la dette aux exportations rend plus difficile le redressement financier des pays dépendant des produits de base. La situation se complique lorsque la chute des exportations des produits de base se combine avec un niveau élevé des taux d'intérêt en dollars. Ceci est fondamentalement dû au fait que des taux d'intérêt élevés entraînent des dettes qui augmentent rapidement, à cause de l'accumulation des intérêts à un moment où la chute des cours des produits de base réduit les recettes d'exportation.

59. Les préoccupations que suscitent les relations commerciales de l'Afrique se justifient également par le fait que les résultats des conférences internationales de négociation n'ont pas beaucoup contribué à arrêter la détérioration continuelle des termes de l'échange. Le statu quo dans les relations commerciales internationales est tel que l'Afrique continue à exporter les produits primaires et à importer des biens d'équipement et des biens de consommation. Cette situation catastrophique s'est prolongée parce qu'un nombre d'accords spéciaux qui étaient destinés à aider la plupart des pays en développement n'ont pas été appliqués. Par exemple, beaucoup de systèmes compensatoires tels que le STABEX ou le SYSMIN prévus dans le cadre de la Convention ACP-CEE de Lomé III comme étant une forme d'accord préférentiel au profit des exportateurs ACP n'ont pas apporté de réelles solutions aux problèmes cruciaux qu'il faut résoudre pour améliorer le commerce inégal.

60. Un autre aspect critique de ces tendances est l'incidence des mesures protectionnistes sur les économies des pays en développement. Le protectionnisme restreint l'accès aux marchés importants et retarde le progrès, diminue considérablement la demande, réduit le volume des devises nécessaires pour le paiement des importations et le service de la dette; il décourage également les investissements dans le secteur des exportations. Les pays africains ont demandé avec persistance l'élimination du protectionnisme au cours de diverses réunions telles que la Réunion ministérielle des parties contractantes au GATT qui s'est tenue en Uruguay du 15 au 19 septembre 1986; la réunion du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED et la sixième session de la CNUCED. Cependant, les pays industrialisés n'ont ni arrêté ni inversé la tendance au protectionnisme.

III. MESURES PROPOSEES EN VUE D'AMELIORER LES RELATIONS COMMERCIALES DE L'AFRIQUE

61. La huitième réunion de la Conférence des ministres africains du commerce a procédé à un examen critique des relations commerciales de l'Afrique dans le contexte de la crise économique et sociale continue à laquelle fait face l'Afrique. Certains facteurs importants doivent être pris en considération au moment de la formulation de solutions durables. En premier lieu, comme cela a été dit au début de ce chapitre, les progrès réalisés dans les négociations internationales ne peuvent pas être considérés comme répondant aux aspirations des pays en développement. A titre d'exemple, les résultats obtenus en ce qui concerne le renforcement du dialogue Nord-Sud grâce aux mécanismes de la CNUCED, du GATT et de la Convention ACP-CEE sont presque inexistant du fait que la confrontation a pris le pas sur la coopération et le compromis. Des discussions qui ont lieu au sein des principaux forums de la CNUCED tels que le Conseil du commerce et du développement et ses Comités permanents ont continué à polariser les intérêts des groupes. En plus, le Programme intégré pour les produits de base, et spécialement son Fonds commun n'est pas encore opérationnel. Les cours des produits de base continuent à régresser et leur évolution est incertaine parce que le système du commerce international ne tient pas à prendre des engagements multilatéraux. En même temps, les efforts déployés en vue d'améliorer certains des programmes existants ne sont qu'au stade d'études. Les négociations pour ajuster les facilités de financement compensatoire des produits de base afin d'y inclure la commercialisation, la transformation, la distribution et le transport sont dans l'impasse parce que les pays industrialisés ont insisté sur la nécessité de résoudre les problèmes inhérents à l'offre plutôt que ceux relatifs à la demande.

62. En deuxième lieu, la région africaine n'a pu se réunir avant la tenue de la réunion ministérielle sur la nouvelle série de négociations commerciales multilatérales qui a eu lieu en Uruguay du 15 au 19 septembre 1986. La réunion a centré ses discussions sur les points suivants : i) arrêter et inverser la tendance au protectionnisme et éliminer les distorsions au commerce; ii) préserver les principes fondamentaux et poursuivre les objectifs du GATT et iii) élaborer un système commercial multilatéral plus ouvert, viable et durable en vue de promouvoir la croissance et le développement. Cependant, le succès de la "nouvelle série" de négociations multilatérales suppose l'adoption de mesures efficaces concernant les questions relatives aux politiques commerciales négatives et un certain nombre de facteurs fondamentaux de nature politique et économique en particulier ceux qui sont à l'origine de l'érosion du système commercial international.

63. A la lumière de ce rappel de faits défavorables, il s'avère nécessaire d'intensifier les mesures visant à améliorer le commerce de l'Afrique et ses résultats dans le contexte du Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique 1986-1990 et le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement et le développement de l'Afrique 1986-1990. A sa huitième réunion, tenue à Brazzaville en octobre 1985, la Conférence des ministres africains du commerce a adopté un certain nombre de décisions et recommandations concrètes et importantes en vue d'améliorer le commerce africain. Etant donné que ces décisions, dont la plupart ne sont pas encore appliquées, sont toujours valables, il est proposé à la présente Conférence de les réitérer et d'étudier de nouvelles façons plus efficaces de les mettre en oeuvre.

CHAPITRE IV

L'INCIDENCE DES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES SUR LE COMMERCE INTÉRIEUR
ET INTRA-AFRICAIN

I. QUESTIONS DE FOND

64. Les sociétés transnationales (STN) jouent en Afrique un rôle considérable et exercent un contrôle considérable sur les principaux moyens de production, de transport et de distribution. Toutefois, ces sociétés en général n'ont eu qu'un impact négatif sur le développement et l'expansion du commerce intérieur et intra-africain. Dans la mesure où les STN ont joué un rôle de pionniers en ce qui concerne le commerce extérieur, leurs structures n'étaient pas orientées vers le commerce intérieur et intra-africain. Le premier problème c'est que le commerce intérieur et intra-africain continue de se dérouler dans de mauvaises conditions comme en témoigne le rang de la priorité peu élevé qui lui est accordé dans les politiques commerciales des STN. Ce qui est plus alarmant encore c'est que plus de deux décennies après les indépendances africaines, on constate que le niveau du commerce intra-africain continue d'être extrêmement faible par rapport au commerce total africain, montrant ainsi que pour la plupart des pays africains, l'essentiel de leurs échanges demeure orienté vers leurs anciennes métropoles.

65. Le deuxième problème préoccupant réside dans le fait que le commerce africain a les caractéristiques suivantes : i) les STN encouragent les exportations de produits de base et de produits miniers, les importations des produits manufacturés, y compris les denrées alimentaires. Parallèlement les termes de l'échange du commerce intérieur se détériorent pour les pays africains, dans la mesure où ils sont amenés à produire toujours plus de produits primaires en échange de produits finis dont le volume devient de plus en plus faible; ii) les STN privilégient les cultures de rente et la production des minerais africains au détriment des denrées alimentaires et d'autres produits agricoles de première nécessité, notamment ceux qui sont nécessaires à la consommation locale; iii) les STN favorisent la division internationale du travail qui se trouve à la base de sérieuses distorsions au sein des économies africaines, en encourageant notamment le développement urbain par opposition au développement rural.

66. Le troisième type de problèmes posés par les activités des STN, c'est qu'il y a toujours eu un écart entre l'offre et la demande, ce qui a créé des distorsions du commerce intra-africain des biens et des services. Les structures de la production africaines restent largement orientées vers la production des matières premières destinées aux pays industrialisés alors que la demande africaine des produits manufacturés dépend des importations en provenance de pays européens, de l'Amérique, du Japon et de l'Asie. Certains biens produits dans les pays africains sont délibérément destinés aux couches de la population à faible revenu, ils sont produits en série et sont généralement de mauvaise qualité. Ces produits sont en outre expressément surfacturés, si bien qu'ils sont peu compétitifs face aux produits similaires importés. Techniquement parlant, il a été très difficile pour les pays africains de modifier radicalement leurs structures de production, d'échange et de consommation, en vue de promouvoir véritablement le commerce intra-africain.

67. On constate en outre que dans bien des pays africains, les opportunités d'échanges se trouvent largement exploitées par des entreprises étrangères, spécialement des sociétés transnationales. Ceci provient du fait que l'on ne fournit pas généralement aux hommes d'affaires nationaux l'information et les financements nécessaires en ce qui concerne les propositions d'affaires dans la région africaine, et surtout ils ne disposent pas de crédits qui eux sont contrôlés par les banques transnationales. Du reste, même si l'information et les crédits étaient disponibles, les commerçants locaux ou nationaux se trouvent handicapés par le contrôle des échanges alors que les STN disposent elles d'un accès presque illimité aux réserves de devises. A ces problèmes s'ajoute le manque de support institutionnel tel que des systèmes de crédit à l'exportation pour les hommes d'affaires africains. Comme on l'a déjà souligné la majorité des pays africains ne disposent pas de mécanismes de financement des exportations ni de systèmes d'assurance-crédit susceptibles de favoriser les efforts des commerçants africains pour développer les échanges.

II. PROPOSITIONS EN VUE DE RENFORCER LA CONTRIBUTION DES STN A L'EXPANSION DU COMMERCE INTERIEUR ET INTRA-AFRICAIN

68. C'est un fait patent que les STN ne sont pas près de quitter les pays africains où elles sont implantées. Bien au contraire, elles continueront d'utiliser des techniques de pointe pour la production, de bénéficier de meilleures facilités de transport et de communications, d'un meilleur financement des échanges, et d'un meilleur accès sur les marchés étrangers que les commerçants locaux ou les organisations commerciales d'Etat. Dès lors, il y a une dichotomie au niveau de la formulation des politiques quant il s'agit de tenir compte des besoins des STN et d'assurer, en même temps, le redressement économique, la croissance et le développement.

69. La Conférence des ministres africains du commerce devrait envisager de recommander aux gouvernements d'adopter les mesures suivantes, destinées à renforcer le rôle des STN dans le développement du commerce intérieur et intra-africain :

- i) Les STN devraient être invitées à appuyer pleinement la Décennie des Nations Unies pour le commerce intérieur et intra-africain. A cette fin, elles devraient être dissuadées d'adopter des pratiques commerciales restrictives, y compris en matière de crédits à l'exportation et d'assurance-crédit à l'encontre des hommes d'affaires africains qui font tout leur possible pour promouvoir le commerce intra-africain;
- ii) Les STN devraient être invitées à diriger une partie de leurs ressources pour financer le développement des zones rurales, en particulier la transformation agricole et notamment, les ressources en eau, les transports et les communications, l'infrastructure sanitaire et sociale. Comme la population rurale constitue la pierre angulaire des économies africaines, une croissance et un développement équilibrés entre les zones urbaines et les zones rurales accroîtront le pouvoir d'achat des populations rurales. Partant, leur demande en produits manufacturés augmentera, au profit des STN. Mieux encore, la structure économique actuelle montre que

des pôles de croissance existent sous forme de petits centres urbains à l'intérieur des zones rurales, pôles qui sont à même de renforcer le commerce intérieur et intra-africain, en particulier dans les régions les plus difficiles. Ces centres de croissance favorisent le développement général des économies africaines et par conséquent augmentent la demande de biens plus complexes qui sont produits généralement par les STN;

- iii) Les STN devraient aider les pays hôtes dans lesquels elles opèrent dans leurs efforts en vue d'atteindre l'auto-suffisance alimentaire, spécialement au niveau sous-régional. A cette fin, elles devraient contribuer au développement de la formation du personnel technique et de gestion, à l'amélioration de la production, du stockage, de la distribution ainsi que de la commercialisation dans le but de réduire les coûts de ces opérations pour une exploitation totale du marché africain. Les co-entreprises et d'autres arrangements multilatéraux de partage de la production devraient permettre de réduire la capacité excédentaire dans maintes entreprises africaines, d'améliorer la qualité et d'obtenir un meilleur coût unitaire. Il convient de souligner qu'en définitive, la croissance des structures commerciales des STN mises en place au sein des groupements économiques africains existant, atteindra un plafond à moins que les systèmes de production et de distribution, ne soient directement liés au commerce intérieur et intra-africain;
- iv) Les STN pourraient souhaiter, là où c'est possible, de partager des informations statistiques et des données sur les marchés, les techniques de promotion commerciale et d'analyse de marchés avec leurs partenaires commerciaux dans les pays hôtes (ceux-ci pouvant être aussi bien des sociétés commerciales d'Etat que des entreprises privées nationales). Dans cette perspective, les STN devraient aider des pays africains à créer des systèmes informatisés sur les courants de données transfrontières de façon à suivre et à enregistrer les opérations commerciales entre pays africains.